



Unité bi-départementale des Landes et des Pyrénées-Atlantiques
Cellule Risques Chroniques 64

Pau, le 25 juin 2025

Référence : DREAL/2025D/4919
Code AIOT : 0100285824

Rapport de l'inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22 janvier 2025

Contexte et constats

M. Joao DOS SANTOS

477, chemin de Bourdet
64350 Simacourbe

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22 janvier 2025 de l'établissement exploité par Monsieur Joao DOS SANTOS et implanté au 477 chemin de Bourdet sur la commune de Simacourbe (64350). Cette partie « Contexte et constats » n'est pas publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

La gendarmerie nationale organise chaque année une action appelée « Opération Territoire Propre » (OTP) qui consiste à contrôler des sites repérés précédemment, sur lesquels il y a une suspicion de dépôt illégal de déchets et de gestion irrégulière de déchets. L'inspection réalisée le 22 janvier 2025 s'inscrit dans le cadre de cette action nationale menée par la gendarmerie à laquelle était conviée à participer l'inspection des installations classées.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

M. Joao DOS SANTOS
477, chemin de Bourdet – 64350 Simacourbe
Code AIOT dans GUN : 0100285824
Régime : Enregistrement
Non Seveso / Non IED

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- gestion des déchets.

Présentation de la société

M. Joao DOS SANTOS est locataire d'une maison et d'un terrain, situés au 477 chemin de Bourdet sur la commune de Simacourbe.

Il exerce à cette adresse une activité de réparation et de dépollution de véhicules hors d'usage.

Situation administrative

Le tableau de classement des activités s'établit comme suit :

Rubrique	Nature de l'activité	Capacité totale des installations	Régime
2712.1	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719. 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage La surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m ² .	1 000 m ²	Enregistrement

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, etc.

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante.

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives.

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative Tableau de classement des activités	Code de l'environnement Annexe à l'article R. 511-9	Mise en demeure, Arrêt des apports de déchets	Sans délai
2	Déchets Gestion des déchets	Code de l'environnement, Article L. 541-3.I	Mise en demeure, Évacuation des déchets présents sur le site	2 mois
3	Activité de transport ou de collecte de déchets	Code de l'environnement, Article R. 541-50	Mise en demeure, Dépôt de dossier	15 jours

⁽¹⁾ s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection réalisée le 22 janvier 2025 et compte tenu des volumes de déchets présents sur le site et des surfaces occupées par ces derniers, il ressort que les activités exercées par Monsieur Joao DOS SANTOS, au 477 chemin de Bourdet sur la commune de Simacourbe, relèvent de la nomenclature des Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) au titre de la rubrique n° 2712 (Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage).

Ces activités n'ont fait l'objet d'aucune demande d'enregistrement auprès des services de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques.

Au regard des documents d'urbanisme, les activités exercées ne sont pas régularisables.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative – Tableau de classement des activités

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Annexe à l'article R. 511-9 (Rubrique 2712)					
Prescription contrôlée : La colonne « A » de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. <i>Rubrique 2712 de la nomenclature des installations classées :</i>					
<table><tr><th>Libellé de la rubrique</th><th>Régime</th></tr><tr><td>Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²</td><td>Enregistrement</td></tr></table>	Libellé de la rubrique	Régime	Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²	Enregistrement	
Libellé de la rubrique	Régime				
Installation d'entreposage, dépollution, démontage ou découpage de véhicules hors d'usage ou de différents moyens de transports hors d'usage, à l'exclusion des installations visées à la rubrique 2719 1. Dans le cas de véhicules terrestres hors d'usage, la surface de l'installation étant supérieure ou égale à 100 m²	Enregistrement				
Constats : Le jour de l'inspection, 25 véhicules hors d'usage (VHU) sont présents sur la parcelle cadastrée n° 0761 de la section OA sur la commune de Simacourbe. <ul style="list-style-type: none">- 17 véhicules sont identifiés dans le Système d'Immatriculation des Véhicules (SIV),- 5 véhicules n'ont pas de plaque d'immatriculation, ni de numéro d'identification,- 3 véhicules ne sont pas reconnus dans le SIV. La surface occupée par le stockage des VHU est d'environ 1 000 m². Ces véhicules sont stockés sur le terrain attenant à la maison d'habitation.					
On constate également : <ul style="list-style-type: none">- la présence d'outils utilisés dans le cadre de la dépollution des VHU, rangés à l'intérieur du garage de la maison d'habitation.- un VHU stocké dans un camion plateau prêt à être évacué.- des déchets issus de la dépollution :<ul style="list-style-type: none">• des éléments de carrosserie,• des pneus usagés, environ 100, stockés sur 4 zones différentes,• des radiateurs,• des batteries,• des bidons d'huile (2 x 100 litres),• des pots d'échappement,• des ventilateurs,• des alternateurs.Tous ces déchets sont stockés à l'air libre, à même le sol.- une trentaine de bouteilles de gaz, stockées contre un mur de la maison d'habitation.- une zone de brûlage à l'air libre sur le terrain, devant la maison d'habitation.					
Origine des véhicules Les véhicules proviennent pour la plupart de personnes faisant partie de l'entourage de l'exploitant.					
Autorisation d'exploiter Les installations relèvent du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2712. L'exploitant n'a procédé à aucune demande d'enregistrement auprès des services de la préfecture des Pyrénées-Atlantiques pour son activité de dépollution des véhicules hors d'usage.					

Observations :

La commune de Simacourbe ne dispose pas de documents d'urbanisme (carte communale, PLU). C'est donc le règlement national d'urbanisme (RNU) qui s'applique.

L'article L. 111-3 du Code de l'urbanisme précise :

« En l'absence de plan local d'urbanisme, de tout document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale, les constructions ne peuvent être autorisées que dans les parties urbanisées de la commune. »

L'article L. 111-4 du Code de l'urbanisme complète :

Peuvent toutefois être autorisés en dehors des parties urbanisées de la commune :

- 1° *L'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole, dans le respect des traditions architecturales locales ;*
- 2° *Les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole, à des équipements collectifs dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées, à la réalisation d'aires d'accueil ou de terrains de passage des gens du voyage, à la mise en valeur des ressources naturelles et à la réalisation d'opérations d'intérêt national ;*
- 2°bis *Les constructions et installations nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, lorsque ces activités constituent le prolongement de l'acte de production et dès lors qu'elles ne sont pas incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière sur le terrain sur lequel elles sont implantées. Ces constructions et installations ne peuvent pas être autorisées dans les zones naturelles, ni porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages. L'autorisation d'urbanisme est soumise pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers ;*
- 3° *Les constructions et installations incompatibles avec le voisinage des zones habitées et l'extension mesurée des constructions et installations existantes ;*
- 4° *Les constructions ou installations, sur délibération motivée du conseil municipal, si celui-ci considère que l'intérêt de la commune, en particulier pour éviter une diminution de la population communale, le justifie, dès lors qu'elles ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, à la salubrité et à la sécurité publiques, qu'elles n'entraînent pas un surcroît important de dépenses publiques et que le projet n'est pas contraire aux objectifs visés à l'article L. 101-2 et aux dispositions des chapitres I et II du titre II du livre Ier ou aux directives territoriales d'aménagement précisant leurs modalités d'application.*

En conclusion, l'activité ICPE exercée sur la parcelle 761 de la section OA de la commune de Simacourbe est située à plusieurs centaines de mètres du bourg, hors zone urbanisée et au regard du Code de l'urbanisme, les activités exercées par l'exploitant sur les parcelles susvisées ne sont pas donc autorisées et ne sont pas régularisables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à l'arrêt de tout nouvel apport de véhicules hors d'usage ainsi qu'à l'arrêt de l'activité de dépollution de VHU.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, Arrêt des apports de déchets.

Proposition de délais : Dès notification de l'arrêté de mise en demeure

N° 2 : Déchets – Gestion irrégulière des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article L. 541-3.I

Prescription contrôlée :

I. Lorsque des déchets sont abandonnés, déposés ou gérés contrairement aux prescriptions du présent chapitre et des règlements pris pour leur application, à l'exception des prescriptions prévues au I de l'article L. 541-21-2-3 et de celles prévues à la section 4 du présent chapitre, l'autorité titulaire du pouvoir de police compétente avise le producteur ou détenteur de déchets des faits qui lui sont reprochés ainsi que des sanctions qu'il encourt et, après l'avoir informé de la possibilité de présenter ses observations, écrites ou orales, dans un délai de dix jours, le cas échéant assisté par un conseil ou représenté par un mandataire de son choix, peut lui ordonner le paiement d'une amende au plus égale à 15 000 € et le mettre en demeure d'effectuer les opérations nécessaires au respect de cette réglementation dans un délai déterminé.

Constats :

On constate la présence d'huile de vidange sur le sol, devant la maison d'habitation.

Les pièces détachées, extraites des véhicules, sont stockées à l'air libre (radiateurs, alternateurs, pneus usagés, etc.).

Les conditions de dépollution des VHU et le stockage des déchets ne sont pas adaptés aux exigences réglementant ces activités.

De nombreuses bouteilles de gaz sont abandonnées contre le mur de la maison.

Aucune traçabilité des déchets n'est réalisée par l'exploitant.

Une zone de brûlage à l'air libre est également constatée sur le terrain attenant au bâtiment.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède à l'évacuation des déchets présents sur le site **vers de filières dûment autorisées**. Il transmet les justificatifs correspondants à l'inspection des installations classées.

Type de suites proposées : Avec suites

Type de suites proposées : Mise en demeure, Évacuation des déchets présents sur le site

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Déchets – Activité de transport ou de collecte de déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement, Article R. 541-50

Prescription contrôlée :

I. Les personnes qui souhaitent exercer une activité de collecte ou de transport de déchets doivent déposer une déclaration auprès du préfet du département où se trouve leur siège social, s'il s'agit d'une personne morale, ou leur domicile, s'il s'agit d'une personne physique :

- 1° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,1 tonne par chargement de déchets dangereux définis à l'article R. 541-8 ;
- 2° Dès lors qu'elles collectent ou transportent une quantité supérieure à 0,5 tonne par chargement de déchets non dangereux.

Constats :

L'exploitant précise évacuer certains déchets issus de la dépollution des VHU vers les déchetteries d'Espoey et de Morlaàs.

L'exploitant n'a pas procédé à la déclaration de transport ou de collecte de déchets auprès de la préfecture.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant se positionne sur la poursuite ou non de cette activité de transport de déchets. Le cas échéant, il procède à la déclaration de cette activité auprès des services de la préfecture.

Type de suites proposées : Avec suites

Type de suites proposées : Mise en demeure, Dépôt de dossier

Proposition de délais : 15 jours